

Quelques enjeux stratégiques autour des céréales en Méditerranée

Dans la zone sud-méditerranéenne, et particulièrement au Maroc, en Algérie et en Égypte, la dépendance céréalière structurelle est porteuse d'enjeux forts et de convoitises qui risquent de s'accroître si aucune action n'est entreprise. Différents analystes du Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) se sont penchés sur ce constat et proposent des solutions qui pourraient aller dans le sens d'un approfondissement des coopérations agricoles entre l'Europe et la Méditerranée : maintien d'une production alimentaire minimale, sécurisation des approvisionnements au travers de partenariats commerciaux, mise en place de stocks stratégiques, plus grande concertation entre les pays. On peut noter par ailleurs des efforts pour intégrer l'agriculture au sein de l'Union pour la Méditerranée à travers des projets stratégiques relatifs aux normes, aux indications géographiques, au développement rural et à la coordination de la recherche.

Sources :

Note d'alerte du CIHEAM, n° 53, 1er décembre 2008.

Mediterra 2008, Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée, CIHEAM.

Conférence « Les futurs agricoles et alimentaires en méditerranée », organisée le 21 octobre 2008 par la Maison de l'Europe.

Après avoir replacé la zone sud-méditerranéenne dans le marché mondial des céréales (production, consommation, échanges), la note du CIHEAM n° 53 souligne la **dépendance structurelle de cet espace**, premier bassin d'importation représentant 17 % des importations mondiales de blé (dont 15 % pour l'Algérie, l'Égypte et le Maroc). Cette forte dépendance aux productions étrangères, et donc aux prix internationaux, se traduit par une fragilité à la fois des États et des consommateurs en cas de hausse de prix. Cette fragilité est **génératrice de tensions internes aux pays**. D'autre part, **l'importance géopolitique** de cette question se traduit par une « course aux terres agricoles », lancée par exemple par l'Égypte pour accroître les productions dans d'autres pays (Ouganda, Soudan, etc.) et sécuriser ses approvisionnements.

Cette forte dépendance fait de l'Afrique du Nord un **marché convoité**, objet de nouvelles stratégies notamment de la part des **producteurs émergents d'Europe de l'Est** (Ukraine, Russie, Kazakhstan). On peut noter à cet égard la volonté de la Russie d'être plus active sur ces marchés, l'*Agra Presse Hebdo* n° 3181 (15.12.2008) soulignant qu'elle pourrait consacrer 365 millions de dollars pour y promouvoir, par divers moyens, ses ventes de céréales.

Replacés dans une évolution de long terme, et tels qu'analysés dans le rapport *Mediterra 2008*, ces enjeux prennent encore plus d'importance. En effet, la consommation de produits importés devrait s'accroître du fait du boom démographique et de la transition nutritionnelle des classes moyennes des pays sud-méditerranéens. D'autre part, la production agricole y est fortement contrainte par un écosystème très sensible au changement climatique et déjà entré dans un processus de dégradation : faiblesse des ressources en eau, épuisement des sols, avancée du désert, etc. Le développement agricole est également

limité par la disparition actuelle d'une population paysanne qu'il sera malaisé de remplacer et par la difficulté pour la petite agriculture, faiblement intégrée aux marchés, de répondre à la demande urbaine habituée aux produits importés (« révolution des supermarchés »). Enfin, si la paupérisation rurale et les inégalités sociales continuent à s'accroître, ces espaces seront encore plus vulnérables aux hausses de prix et donc sujets à des tensions.

Au-delà de ces constats, la note du CIHEAM présente des **thèmes prioritaires d'actions pour cet espace** : la nécessité de repenser la notion de **souveraineté alimentaire** à travers le maintien d'une production minimale ; la sécurisation des approvisionnements ; le développement de partenariats commerciaux privilégiés ; la mise en place de stocks stratégiques ; **le rapprochement de ces pays** pour transformer leur vulnérabilité et leur dépendance en une force collective de marché.

Si l'agriculture et la sécurité alimentaire ne faisaient pas partie des secteurs prioritaires initiaux du processus de Barcelone, on peut noter la volonté du ministère de l'Agriculture français de **réintégrer des questions agricoles** sur l'agenda de l'Union pour la Méditerranée. Une première réunion des ministres de l'Agriculture devrait se tenir en 2009 sur le thème de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et du développement rural. Cette réunion vise plus particulièrement à définir et encourager le développement rural durable, la promotion de produits de qualité, la poursuite et le renforcement des activités menées dans le domaine des normes sanitaires et phytosanitaires ainsi que la coordination de la recherche agricole sur ces questions.

Marie-Aude Even

Chargée de mission Agricultures du monde

Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation

marie-aude.even@agriculture.gouv.fr